

# **Bosnie-Herzégovine – Retour dans le canton de Tuzla (enregistrement, aide sociale, assurance-maladie)**

## **Renseignements de l'analyse-pays de l'OSAR**

Katja Walser

Weyermannsstrasse 10  
Postfach 8154  
CH-3001 Bern

Für Paketpost:  
Weyermannsstrasse 10  
CH-3008 Bern

T++41 31 370 75 75  
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch  
www.osar.ch

PC-Konto  
30-16741-4  
Spendenkonto  
PC 30-1085-7

Berne, le 17 mai 2006

## Introduction

Le contenu de la demande adressée le 5 avril 2006 à l'analyse-pays de l'OSAR était le suivant:

Les requérants sont un couple avec un enfant en bas âge provenant d'un village du canton de Tuzla, dans la Fédération de Bosnie-Herzégovine. La femme avait été chassée de Republika Srpska en 1994. Entre-temps, elle s'est mariée en 2004 et a vécu dans une maison serbe de la commune d'origine de son mari. Quand les propriétaires ont réclamé cette maison, les époux sont partis en exil. Il faut préciser que leurs familles respectives les ont rejetés, parce que la femme a été violée à plusieurs reprises pendant la guerre ou par opposition au mariage.

Les requérants n'ont ni possibilité de logement, ni maison à eux dans le village. La femme subit en Suisse un traitement psychiatrique incluant une psychothérapie hebdomadaire et des médicaments (Seroxat, Risperidon, Olanzapin). La demande d'asile du couple a été rejetée. Suite au recours déposé, l'Office fédéral des migrations a fait savoir que le couple n'aurait aucune difficulté à se faire enregistrer dans son village et à y solliciter une aide matérielle.

Les questions suivantes se posent:

1. Une personne originaire d'un village du canton de Tuzla mais n'y disposant ni d'un logement, ni d'une maison, peut-elle s'y faire enregistrer sans problème à son retour?
2. A quelles conditions l'aide sociale est-elle allouée dans un village du canton de Tuzla? Quel en serait le montant pour un couple avec enfant en bas âge?
3. Ce couple bénéficierait-il d'une assurance-maladie? Un assureur prendrait-il en charge les coûts d'une psychothérapie et des médicaments (Seroxat, Risperidon, Olanzapin)?

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) observe depuis plusieurs années l'évolution de la situation en Bosnie-Herzégovine.<sup>1</sup> Sur la base de renseignements donnés par les experts et de nos propres recherches, nous sommes en mesure de vous donner les informations suivantes.

## 1 Enregistrement dans le canton de Tuzla

Quiconque rentre en Bosnie-Herzégovine peut se faire enregistrer dans le village de son choix, puisqu'il s'agit d'une compétence locale. Dans le cas particulier, rien ne s'oppose à un enregistrement dans le village de B., faisant partie du canton de Tuzla. Les requérants ne font pas partie de la minorité ethnique et leur départ n'était pas dû à des discriminations de la part des autorités locales. Il est toutefois usuel que la commune subordonne l'enregistrement à la présence d'un logement (loué ou possédé) sur place.

---

<sup>1</sup> Voir [www.osar.ch/country-of-origin/bosnia-herzegovina](http://www.osar.ch/country-of-origin/bosnia-herzegovina).

Dans tous les cas, l'enregistrement devrait intervenir le plus tôt possible après le retour. Il implique d'abord l'annonce au contrôle des habitants (souvent au poste de police) et la demande d'une nouvelle carte d'identité, ensuite l'inscription au service communal des réfugiés et des déplacés. L'enregistrement est indispensable pour demander des prestations d'aide sociale.<sup>2</sup>

Seules les personnes enregistrées ont accès aux projets de reconstruction. **La commune concernée a répondu à la demande de l'OIM à Sarajevo** qu'elle participait à différents projets de soutien aux personnes réfugiées ou déplacées: reconstruction, machines agricoles, distribution de semences, colis de nourriture, etc.<sup>3</sup> Mais comme les requérants n'ont jamais possédé leur propre maison, ils n'ont pas accès à cette aide. En outre la commune, qui est petite et très pauvre, ne possède **aucun logement temporaire** pour de tels cas.<sup>4</sup>

En cas de **problème d'enregistrement**, les personnes concernées peuvent s'adresser au service des réfugiés du canton de Tuzla ou au ministère des réfugiés de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Elles ne bénéficieront toutefois d'aucun soutien étatique pour leur recherche de logement ou d'aide sociale.

## 2 Aide sociale

En Bosnie-Herzégovine, la procédure d'aide sociale est réglée par l'Etat. Pour solliciter l'aide sociale, il faut **d'abord être enregistré**. Or des **mois, voire des années** s'écoulent avant que la procédure de demande n'aboutisse et que l'aide sociale ne soit versée. Entre-temps la personne ne reçoit aucun autre soutien.

L'aide sociale varie entre 7 et 70 francs suisses, alors que le panier de la ménagère est estimé à 350 francs suisses dans la Fédération de Bosnie-Herzégovine.

Information prise auprès de la Société pour les peuples menacés à Sarajevo, l'aide sociale atteint 22 francs suisses par famille. Dans le meilleur des cas, une famille obtiendra encore une allocation pour enfant de 22 francs suisses.<sup>5</sup>

Le **centre d'aide sociale** du village a signalé à notre interlocuteur auprès de l'OIM à Sarajevo que **seule une personne isolée, âgée ou malade** peut recevoir de l'aide sociale. Autrement dit, l'incapacité de travail et l'absence de tout réseau social et familial sont des conditions nécessaires pour en bénéficier. En raison de la situation économique précaire du village, l'aide sociale est faible et n'est pas régulièrement versée. Les **personnes encore jeunes** enregistrées à l'office du travail comme sans emploi et jugées aptes à travailler n'y ont pas droit.<sup>6</sup>

Les requérants n'auraient pas non plus accès aux **indemnités de chômage**. Car selon la nouvelle réglementation, le droit au chômage n'est reconnu en Bosnie-Herzégovine qu'à condition de s'être annoncé à l'office du travail dans les 60 jours

<sup>2</sup> Courriel de GfbV Sarajevo du 11 mai 2006.

<sup>3</sup> Courriel de l'OIM à Sarajevo du 3 mai 2006.

<sup>4</sup> Courriel de l'OIM à Sarajevo du 2 mai 2006.

<sup>5</sup> Courriel de GfbV Sarajevo du 11 mai 2006.

<sup>6</sup> Courriel de l'OIM à Sarajevo du 3 mai 2006.

qui suivent la perte du dernier emploi, de ne pas avoir soi-même donné son congé et de ne porter aucune responsabilité face au licenciement. Comme les requérants sont en Suisse depuis l'année dernière, le délai d'inscription au chômage est échu.<sup>7</sup>

### 3 Assurance-maladie

Le système d'assurance-maladie de Bosnie-Herzégovine est décrit en détail dans le rapport de l'OSAR de novembre 2004. Rien n'a changé depuis.<sup>8</sup>

Selon l'institut d'études de marché et d'opinion bosniaque «Centar za Market Research», qui publie également des études sur la santé, les requérants ont **différentes possibilités de conclure une assurance-maladie**.<sup>9</sup>

1. Si le requérant trouve un emploi à son retour, il est assuré ainsi que ses proches contre la maladie **via son employeur**.<sup>10</sup>
2. Les **enfants** jusqu'à 15 ans (18 ans en cas d'études) ressortissants de Bosnie-Herzégovine bénéficient de l'assurance-maladie étatique gratuite. Les **mères** sont également assurées aux frais de l'Etat pendant l'année qui suit l'accouchement.<sup>11</sup>
3. Si le requérant était assuré contre la maladie avant de partir à l'étranger et s'il ne trouve pas de travail à son retour, il doit s'annoncer dans les 30 jours comme chômeur. L'**office du travail** lui accordera ainsi qu'à ses proches (femme et enfants) une assurance-maladie.<sup>12</sup>

**Tous ces cas relèvent de l'assurance-maladie obligatoire.** Elle comprend les soins de santé primaires (médecine préventive, médecine d'urgence, médecine scolaire et médecine du travail, soins de la mère et de l'enfant, médecine de famille, médecine générale et médecine dentaire, ainsi que remise de médicaments). Ces soins sont dispensés dans des centres de santé (Domovi zdravlja).

Information prise auprès de l'OIM à Sarajevo, il existe en Bosnie-Herzégovine une **assurance-maladie facultative**. Or elle risque d'être **inabordable** pour une famille rentrant au pays (comme d'ailleurs pour un ménage moyen). Sans même parler des risques de vieillesse ou de grossesse, seules les personnes en bonne santé peuvent conclure une telle assurance. Autrement dit, quiconque a besoin d'une thérapie ou d'un traitement coûteux doit y renoncer. L'assurance coûte près de 30 marks convertibles. Et comme il faut payer rétroactivement la prime pendant six mois, la dépense grimpe à 210 marks convertibles. L'examen de santé (50 marks convertibles)

<sup>7</sup> Courriel de GfbV Sarajevo du 17 mai 2006.

<sup>8</sup> Voir: OSAR, Bosnie-Herzégovine – Traitement pour personnes traumatisées, novembre 2004, source: [www.osar.ch/2005/02/10/bosnien041008traitementsptsd](http://www.osar.ch/2005/02/10/bosnien041008traitementsptsd).

<sup>9</sup> Courriel du 27 avril 2006.

<sup>10</sup> Courriel de l'OIM à Sarajevo du 2 mai 2006.

<sup>11</sup> Courriel de l'OIM à Sarajevo du 2 mai 2006.

<sup>12</sup> Courriel de l'OIM à Sarajevo du 2 mai 2006; Internal displacement monitoring centre, Bosnia and Herzegovina, 2005, source: [www.internal-displacement.org/idmc/website/countries.nsf/\(httpEnvelopes\)/506018BF97-2BE41D802570B8005A71ED?OpenDocument](http://www.internal-displacement.org/idmc/website/countries.nsf/(httpEnvelopes)/506018BF97-2BE41D802570B8005A71ED?OpenDocument).

est également à la charge du candidat. Au total, une assurance-maladie facultative coûtera 260 marks convertibles ou 210 francs suisses.<sup>13</sup>

## 4 Traitements psychiatriques et psychothérapies

L'OIM de Sarajevo a pris position sur les perspectives de remboursement d'une psychothérapie par l'assurance-maladie. L'**assurance-maladie obligatoire** couvre les coûts des **soins de santé primaires** dispensés par les centres de santé.<sup>14</sup> Or les services psychiatriques et psychologiques des centres de santé publics sont surchargés, si bien que les admissions n'ont lieu qu'en cas de crise aiguë. En dehors de Sarajevo, le personnel médical qualifié, les psychologues cliniciens et les travailleurs sociaux sont souvent introuvables. Quant aux thérapies, elles se limitent essentiellement à la remise de médicaments. Si le traitement ne peut s'effectuer au centre de santé, les patients sont envoyés à l'hôpital, où les personnes n'ayant pas d'assurance-maladie facultative doivent payer les prestations de leur propre poche.

Les offres proposées par les ONG font toutefois exception, à l'instar de la clinique «Vive Zene» à **Tuzla**.<sup>15</sup>

Information prise auprès de «Vive Zene», une femme au chômage peut conclure auprès des autorités compétentes une assurance-maladie après avoir été enregistrée comme réfugiée, personne déplacée ou ayant besoin de soins sociaux. Mais la procédure d'enregistrement est relativement longue. Le **village de B.** ne possède d'ailleurs aucune infrastructure dispensant des psychothérapies. La requérante devrait donc se rendre dans le chef-lieu. Si elle se fait traiter à la **clinique «Vive Zene» de Tuzla**, elle obtiendra en principe une psychothérapie et des médicaments gratuits. Néanmoins «Vive Zene» facture certaines prestations médicales. Le montant de la quote-part dépend du statut de la patiente et du genre de traitement suivi.<sup>16</sup>

Quant aux **psychotropes** dont a besoin la requérante, une psychiatre de l'hôpital universitaire de Sarajevo nous a donné les informations suivantes. Les médicaments sont certes disponibles dans le canton de Tuzla, mais tous ne figurent pas sur la liste des médicaments essentiels et ne sont donc **pas remboursés par l'assurance-maladie**. Autrement dit, les patients doivent les payer eux-mêmes. Les coûts sont les suivants:

- Seroxat (dose min. / 20mg/jour): coût mensuel de 40 francs suisses.
- Risperidon (2mg/jour): coût mensuel de 75 francs suisses.
- Olanzapin (10mg/jour): coût mensuel d'env. 300 francs suisses.

Ainsi, la requérante devrait déboursier pour les médicaments nécessaires **plus de 410 francs suisses**, soit trois fois le revenu moyen dans le canton de Tuzla.<sup>17</sup>

<sup>13</sup> Courriel de l'OIM à Sarajevo du 2 mai 2006.

<sup>14</sup> Courriel de l'OIM à Sarajevo du 2 mai 2006.

<sup>15</sup> Description de l'ONG et de la clinique: [www.vivezene.ba](http://www.vivezene.ba).

<sup>16</sup> Courriel de Vive Zene Tuzla du 3 mai 2006.

<sup>17</sup> Courriel de l'hôpital universitaire de Sarajevo du 11 mai 2006.

## 5 Bilan

A leur retour, les requérants ne seraient très vraisemblablement pas assurés dans un premier temps contre la maladie et ne recevraient aucune aide pour subvenir à leurs besoins. L'aide sociale est plafonnée à 44 francs suisses et les sources consultées ne précisent pas dans quelle mesure ni quand elle est accordée. Quant aux indemnités de chômage, les requérants ne s'étant pas annoncés dans le délai de 60 jours parce qu'ils étaient à l'étranger n'y ont pas droit – même s'ils avaient auparavant un contrat de travail et donc cotisaient.

Il serait en principe possible aux requérants de se faire enregistrer dans leur village, mais il leur faudrait trouver eux-mêmes un logement. Si l'enregistrement aboutissait, le requérant pourrait s'annoncer comme demandeur d'emploi. Sa femme et lui bénéficieraient alors de l'assurance-maladie obligatoire. Quant à l'enfant, il aurait droit à une assurance-maladie gratuite (couvrant les soins de santé primaires).

Pour suivre un traitement psychiatrique et psychothérapeutique, la requérante devrait faire chaque semaine le trajet de son village à Tuzla (p. ex. à l'ONG «Vive Zene»), distant d'une heure en voiture. En outre, il lui faudrait payer certains médicaments ou modules de traitement. Car comme les médicaments nécessaires coûtent près de 410 francs suisses par mois, il semble peu probable que l'organisation «Vive Zene» soit prête à assumer des coûts aussi élevés.

Vous pouvez également consulter les publications de l'OSAR sur la Bosnie-Herzégovine et d'autres pays d'origine des réfugiés sous **WWW.OSAR.CH -> PAYS D'ORIGINE**  
Notre newsletter vous informe sur toutes les nouvelles publications de l'OSAR. Inscription sous **WWW.OSAR.CH -> POLITIQUE D'ASILE**